

Pouvoir d'emprunt—Loi

M. Butland: Tous les membres de ces conseils sont nommés par les conservateurs. C'est scandaleux. Mais ce n'est pas tout, même si le projet reçoit l'approbation de tous ces conseils d'administration, il peut encore être rejeté. Le ministre peut dire: «Je m'excuse.» Même si tous ces conservateurs sont d'accord pour dire que l'idée est bonne, l'initiative peut brusquement être rejetée.

Je pourrais continuer comme cela pendant des heures, monsieur le Président, si j'en avais l'occasion. C'est déprimant de parler comme cela, mais le gouvernement ne nous laisse pas de choix. Son budget est déprimant. Lui-même, le gouvernement, est déprimant. Ses annonces sont déprimantes. Le ministre des Finances est déprimant. Son message est déprimant. Même l'économie est déprimée. Les Canadiens sont déprimés et très bientôt toute notre économie sera en crise.

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, malheureusement, le budget qui a été présenté aux Canadiens le 26 avril 1989 restera célèbre dans les annales de la procédure parlementaire. On s'en souviendra, hélas, non seulement à cause des circonstances qui en ont entouré la présentation, mais aussi en raison des conséquences dévastatrices pour toutes les régions du Canada des compressions de dépenses et des hausses d'impôt qu'il prévoit.

Le gouvernement vient de déposer le Budget des dépenses. Les députés d'en face voudraient faire croire à la population du Canada que c'est à cause de la situation qu'ils ont hérité des libéraux qu'ils imposent des mesures aussi sévères. Mais je tiens à prévenir le gouvernement que les Canadiens n'accepteront plus cet argument. Ils en ont assez de se faire tromper et de voir tant de promesses et d'engagements reniés. La population du Canada veut que le gouvernement, au lieu de revenir sur le passé, lui dise où nous sommes maintenant. Elle veut un gouvernement direct, qui traitera tous les Canadiens équitablement.

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte pour examiner les aspects du budget que les Canadiens trouvent inacceptables et choquants. Les Canadiens se demandent ce qu'ils vont devenir à cause de toutes ces mesures: réductions de l'assurance-chômage, des services de VIA Rail, des programmes de développement régional, des transferts aux provinces, des programmes de défense, des programmes de stabilisation agricole, des services postaux du Canada, suppression de l'universalité des programmes sociaux, engagements non tenus dans le domaine des services de garde. Cette liste est loin d'être exhaustive.

Toutefois, les Canadiens n'ont pas besoin de se demander ce qui se passera du côté de l'imposition. La réponse est d'une cruelle évidence. Même si le gouvernement a mis la hache dans tant de nos programmes, cela ne l'a pas empêché de puiser encore plus dans les poches des contribuables en augmentant les taxes sur l'essence, les surtaxes à l'impôt sur le revenu, les taxes de vente, les taxes d'accise, et les primes d'assurance-chômage, et de proposer la privatisation de sociétés d'État.

Mes collègues et moi, ainsi que les députés d'en face savons tous très bien que le gouvernement n'a pas hérité du désastre financier qui l'a obligé à déposer un tel budget. La population du Canada mérite un gouvernement qui fait face à ses responsabilités. C'est lui qui a doublé la dette au cours des quatre dernières années et qui a haussé les frais de services de la dette annuelle à 30 p. 100 des dépenses gouvernementales. Les Canadiens méritent un gouvernement qui les rend fiers d'être Canadiens au lieu de les pénaliser parce qu'ils sont Canadiens.

À l'automne de 1988, le premier ministre (M. Mulroney) a promis aux Canadiens que les prestations et les programmes sociaux, en particulier ceux destinés aux personnes âgées, seraient améliorés tant qu'il resterait premier ministre. Son engagement envers les personnes âgées a aujourd'hui pour résultat que certaines d'entre elles doivent sacrifier leur pension de vieillesse.

Pendant la campagne électorale, le premier ministre a dit aux Canadiens que rien n'empêcherait le gouvernement de maintenir tous les programmes sociaux et de développement économique et régional. Son engagement à l'égard des programmes sociaux va mener à un remaniement complet à la Commission de l'assurance-chômage. Les cotisations des employeurs et des employés sont majorées, les périodes d'admissibilité allongées, tandis que les prestations diminuent. L'engagement du gouvernement à l'égard du développement économique régional est tel que les investissements dans toutes les régions du Canada diminueront. Là encore, les engagements électoraux sont dans la réalité un sujet de déception.

Le premier ministre a déclaré que le gouvernement présenterait de nouveau la mesure législative sur la garde d'enfants. Les fonds nécessaires pour réaliser cet engagement sont aujourd'hui éliminés. Dans ma circonscription comme dans de nombreuses parties de Canada, la population active est composée de femmes dans une proportion de plus de 40 p. 100. De bons services de garderie ne sont pas la préoccupation exclusive des femmes. Tous les parents méritent de compter sur de bons services de garderie pour leurs enfants. L'annulation du reste de ce